

News Release

Secretary of
State for
External Affairs



Communiqué

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

93/42

TELLE QUE PRONONCÉE

DÉCLARATION

DE

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

À LA

RÉUNION MINISTÉRIELLE SPÉCIALE DE L'ORGANISATION DES

ÉTATS AMÉRICAINS (OEA) SUR LE GUATEMALA

WASHINGTON (D.C.)

Le 3 juin 1993

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Monsieur le président,

Au Canada, nous avons été consternés par les efforts du président Serrano pour opérer un «auto-coup d'État» au Guatemala. Ce retour en arrière, survenu au lendemain des coups d'État perpétrés en Haïti et au Pérou, aurait déçu beaucoup de gens au Canada, parce qu'on y aurait vu un nouveau recul de la cause de la démocratie dans notre hémisphère. Les Canadiens et par conséquent les gouvernements canadiens n'ont aucune envie de renforcer leurs liens avec des dictatures.

Je suis donc heureuse de pouvoir me joindre à d'autres personnalités aujourd'hui pour exprimer ma satisfaction de constater que la tentative de M. Serrano de gouverner seul semble avoir échoué. Elle a échoué grâce à la position courageuse adoptée par toutes les couches de la société guatémaltèque et par les Guatémaltèques individuellement. Elle a échoué grâce à la vive réaction de la communauté internationale, menée par l'OEA (Organisation des États américains) et la plupart de ses États membres.

Permettez-moi d'interrompre un instant le fil de mon propos pour vous féliciter, Monsieur le Secrétaire général et nos collègues du Nicaragua, de la Barbade et de l'Uruguay, de votre intervention décisive et fort compétente au nom de la communauté des pays de l'hémisphère et pour la cause des principes démocratiques.

D'autres ont déjà conseillé la prudence en faisant remarquer que le régime démocratique représentatif qui est prescrit par la Constitution du Guatemala n'a pas encore été restauré intégralement. J'en conviens. L'OEA ne devra donc clore la présente réunion spéciale que lorsque cette tâche sera accomplie.

Si les événements le commandent, nous devons être prêts à persévérer dans nos efforts, tant au sein de notre organisation que sur le plan bilatéral, afin de faire restaurer la démocratie. Nous devons être prêts à renforcer nos sanctions individuelles et collectives en cas de retour en arrière. Nous devons veiller à ce que l'OEA envoie un message clair et non équivoque à l'hémisphère et au monde : les manoeuvres visant à renverser par des moyens extraconstitutionnels les institutions démocratiques ne seront pas tolérées.

Monsieur le président, comme un certain nombre d'autres pays de l'hémisphère et par conséquent nombre de membres de notre organisation, le Guatemala est une jeune démocratie. Ses institutions démocratiques sont encore neuves et dans certains cas faibles. Elles sont aussi menacées par une insurrection qui sape depuis longtemps l'énergie du gouvernement, de ses institutions et de la société tout entière.

Tout en appuyant les actions comme celle que vient d'entreprendre notre organisation pour couper l'herbe sous le pied des dictateurs en puissance, nous sommes persuadés qu'il faut que l'OEA et ses États membres adoptent une approche plus productive à long terme.

Nous envisageons donc un rôle beaucoup plus actif pour l'OEA en ce qui concerne la promotion et le renforcement de la démocratie. Le Groupe de promotion de la démocratie (GPD) ne devrait pas servir qu'à la surveillance d'élections, bien que ce soit certainement un aspect important de son travail. Nous voyons plusieurs besoins auxquels le GPD devrait chercher à répondre au Guatemala et dans les autres pays qui souhaitent l'aide de l'OEA :

- 1) des séminaires, des ateliers et des possibilités de formation pour les juges et les responsables de l'application de la loi;
- 2) l'enseignement aux militaires de leur rôle dans une société démocratique;
- 3) une aide technique pour la réforme des tribunaux;
- 4) une aide financière et technique aux organismes de défense des droits de la personne;
- 5) l'enseignement au niveau local du rôle et du fonctionnement de la démocratie;
- 6) la multiplication des échanges entre les institutions démocratiques de l'hémisphère.

Nous ne voyons pas pourquoi le GPD ne pourrait pas travailler à satisfaire ces besoins. S'il l'avait fait au Guatemala, nous n'aurions peut-être pas à faire face à cette situation aujourd'hui.

Je n'ai pas l'intention, Monsieur le président, de m'appesantir sur les occasions manquées. Ce que je veux mettre en évidence, c'est que nous avons l'obligation de prendre des moyens pour ne pas être continuellement aux prises avec des situations semblables. Et je suis convaincue que l'OEA peut faire le nécessaire pour les éviter à l'avenir.

Nous devrions confier au GPD le mandat de se mettre à l'oeuvre au Guatemala pour commencer à répondre aux besoins que je viens d'énumérer. Je sais qu'il existe également d'autres besoins. Mon gouvernement croit que la Commission interaméricaine des droits de l'Homme a aussi un rôle à jouer et qu'il faut absolument lui demander d'envoyer une mission au Guatemala le plus tôt possible.

Lorsque notre organisation commencera à mettre en oeuvre une approche à long terme de la promotion de la démocratie, sa valeur réelle pour l'hémisphère deviendra plus évidente pour tous. La gestion des crises provoquées par les coups d'État n'est pas ce qu'envisageait l'Engagement de Santiago. C'était plutôt, je crois, l'édification de sociétés démocratiques. Mon gouvernement s'attend à ce que nous nous y mettions dès aujourd'hui, et je crois qu'un appui ferme au renforcement des institutions démocratiques au Guatemala serait un bon début.